



Conférence de presse du 18 juin 2026 du comité pour le « non » à l'initiative sur l'alimentation

« Renforcer la sécurité de l'approvisionnement et non l'affaiblir »

Exposé de la conseillère nationale Céline Amaudruz, vice-présidente de l'UDC Suisse (le discours prononcé fait foi)

Mesdames et Messieurs,

Ces dernières années nous ont clairement montré à quel point les chaînes d'approvisionnement internationales pouvaient être vulnérables. Les pandémies, les guerres et les tensions géopolitiques nous ont fait prendre conscience que la sécurité alimentaire ne va pas de soi et que nous devons y veiller. L'initiative sur l'alimentation vise un taux d'auto-approvisionnement de 70 %, un objectif à première vue pertinent. Néanmoins, la manière dont l'initiative entend atteindre cet objectif est aussi discutable qu'irresponsable. L'initiative sur l'alimentation est une arnaque qui vise avant tout les produits d'origine animale. Elle vise à ordonner un régime végétalien à la population suisse. En effet, ce n'est qu'en restreignant massivement la liberté de consommation et en imposant le végétalisme qu'il serait possible d'atteindre l'objectif d'auto-approvisionnement demandé dans l'initiative.

Ce qu'exige l'initiative, c'est une transformation en profondeur de notre agriculture et de notre système alimentaire. Comme nous ne sommes pas sur une île, une telle démarche est d'emblée vouée à l'échec. Au détriment de toutes et tous. Les denrées alimentaires animales et végétales suisses se renchériront en raison de nouvelles contraintes et d'une disponibilité réduite. Également au détriment de toutes et tous.

La sécurité de l'approvisionnement naît dans nos champs et nos étables, et grâce à une politique agricole et alimentaire fiable. Elle naît là où les denrées alimentaires sont produites et transformées. Quiconque affaiblit la production indigène et, par conséquent, les secteurs en aval, rend la Suisse plus dépendante de l'étranger. Quiconque impose sans cesse de nouvelles exigences à l'agriculture et à l'industrie alimentaire indigènes met en péril précisément les exploitations qui assurent notre approvisionnement.

Le Conseil fédéral souligne que les objectifs de l'initiative ne pourraient être atteints qu'au prix de changements radicaux dans la production. Ces changements ne contribuent pas à la sécurité alimentaire : au contraire, ils la mettent en péril. L'agriculture suisse compte déjà parmi les plus durables au monde et ne cesse de s'améliorer. Nos agricultrices et agriculteurs produisent selon des normes élevées et assument leurs responsabilités envers la population, les animaux et l'environnement. Nous avons besoin d'une confiance accrue envers les productrices et producteurs et d'une réduction de la mise sous tutelle par l'État.

La Suisse doit pouvoir continuer à l'avenir à produire elle-même la plus grande partie possible de ses denrées alimentaires. Pour ce faire, il faut une agriculture indigène forte et des familles paysannes motivées. Et non pas des expérimentations insensées. C'est pourquoi nous disons « non » à l'initiative sur l'alimentation et à son diktat vegan.

Un grand merci de votre attention.